

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3870 - Mardi 27 Avril 2021 - Prix : 200 Fc

JOURNÉE MONDIALE DU PALUDISME

Éliminer le paludisme d'ici 2025, une priorité



INTERVIEW DU CONSEILLER PRIVÉ DU CHEF DE L'ÉTAT
*"Permettre aux jeunes d'avoir
de l'espoir et de croire fortement à la vision
Comores Emergent à l'horizon 2030"*

LIRE PAGES 4 ET 5

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles
Du 26 au 30 Avril 2021

Lever du soleil:
06h 12mn
Coucher du soleil:
17h 57mn

Fadjr : 05h 01mn
Dhouhr : 12h 09mn
Ansr : 15h 12mn
Maghrib: 18h 00mn
Incha: 19h 14mn



PROTECTION DE L'ENFANCE :

L'Ong CIVAS a remis des kits informatiques au service d'écoute

Pour soutenir le service d'écoute dans sa lutte contre les violences faites aux enfants, l'ONG française Contre l'impunité des violeurs et d'agresseurs sexuels (CIVAS) a équipé le Service d'écoute de Ngazidja en matériels informatiques.

L'ONG française, Contre l'impunité des violeurs et d'agresseurs sexuels (CIVAS) vient en aide aux enfants victimes de maltraitements, de viol et d'agression sexuelle quelle qu'en soit la forme. Elle a remis samedi 24 avril à la cellule d'écoute de Ngazidja des kits informatiques pour faciliter le travail des agents dudit service. Par cette occasion, un des membres actifs de cette organisation, Me Moudjahidi



Abdoulbastoi a expliqué que l'Ong a été créée en juin 2020 et a pour mission de défendre les droits des enfants dans le monde, plus particulièrement en France.

CIVAS a fait le choix d'appuyer le Service d'écoute de Ngazidja pour qu'il ait un peu de confort dans le travail. « Le Service d'écoute a besoin d'équipements pour mieux

fonctionner. Cette maison constitue un abri pour l'enfant victime de viol et ces équipements sont un atout. Aujourd'hui cette Ong a pris l'initiative d'apporter son aide et promet

également de prendre en charge la gestion de la communication du Service d'écoute », souligne cet avocat engagé pour la cause de l'enfant et de la femme.

De son côté le directeur des affaires sociales de Ngazidja, Ahmed Said Ahmed a salué ce geste louable de la part de cette organisation française. « C'est un grand soutien, ces outils vont permettre aux agents de travailler facilement. Je tiens également à saluer Me Moudjahid Abdoulbastoi pour son engagement et ses efforts indéniables de toujours plaider pour le droit des enfants et sans jamais attendre rien au retour », renchérit-il.

Andjouza Abouheir

SÉCURISATION DE LA VANILLE EN UNION DES COMORES

Mohamed Daoudou sensibilise les maires et préfets de Ngazidja

Le ministre de l'intérieur a réuni jeudi dernier les maires et les préfets pour sensibiliser la population sur la sécurisation de la vanille. Une commission mixte a été mise en place pour réfléchir sur les voies et moyens d'assurer une sécurité de la vanille à 100%.

Quelques mois de l'ouverture officielle de la campagne vanille, le ministre de l'intérieur a réuni les maires et préfets de Ngazidja jeudi dernier pour les sensibiliser contre le vol de la vanille et les incendies de forêt. Satisfait de cette rencontre, le directeur général de l'Office National de la Vanille a salué l'initiative pour l'avenir de la filière vanille de l'archipel. « Personnellement je remercie le ministre de l'intérieur qui a pris cette initiative de sensibiliser la population à travers leurs élus et préfets. Le rôle du ministre est de protéger la population. Il nous appartient maintenant d'aller

concrétiser ce qui a été discuté », indique Aboubacar Abdoulohab alias Kadafi. Pour lui, l'armée nationale doit être impliquée pour que le projet soit une réussite.

A l'issue de cette rencontre, une commission mixte a été mise en place pour tracer les voies et moyens d'arriver à une sécurisation dès cette année de la vanille à cent pour cent. « Cette commission a jusqu'au mois de juillet de venir nous présenter son rapport de la stratégie de sécurisation avant l'ouverture officielle de la campagne vanille », précise Kadafi qui tient à rappeler que si on parle de vanille maintenant cela ne veut pas dire que la campagne est déjà ouverte. « La campagne n'est pas encore ouverte. La rencontre avait comme objectif de sensibiliser la population pour une meilleure sécurisation », conclut-t-il.

Ibnou M. Abdou

**Message de remerciement**

Chers Famille, Amis et Connaissances de feu SEM Soulaïmana Mohamed Ahmed,

Très touchés par la sympathie dont vous avez fait preuve à la suite du deuil qui vient de nous affecter, nous tenions à vous remercier sincèrement pour votre contribution.

Merci à vous tous qui avez partagé et participé à notre deuil.

Merci à tous les comoriens qui se sont mobilisés pour prier et honorer notre défunt, au pays et au sein de la Diaspora.

Merci à la ville de Mutsamudu pour son accueil sans pareil.

Merci aux autorités Comoriennes et Françaises qui nous ont accompagnés dans ce dernier périple avec lui.

Une mention spéciale envers notre grande famille d'Anjouan, la Grande Comore, Mayotte et Mohéli, qui s'est impliquée activement pour s'assurer que ces funérailles se déroulent dans le

respect de nos rites, coutumes, et dans la sérénité.

Par ces mots, nous tenions à vous garantir de notre reconnaissance pour vos nombreuses marques de soutien à notre égard, suite à la perte de cet être qui nous était si cher.

Votre affection et votre amitié sont d'un grand réconfort dans ces moments difficiles. Savoir que nous pouvons compter sur de véritables amis nous aide beaucoup à surmonter cette épreuve douloureuse.

Nous sommes émus par vos témoignages et souvenirs divers et nous vous remercions grandement du plus profond de notre cœur.

Que le pardon et la miséricorde d'Allah soient sur Almarhum Soulaïmana Mohamed Ahmed, ainsi que sur tous nos défunts rappelés auprès de leur Créateur.

Familles Soulaïmana et Mohamed Ahmed

La Gazette des Comores**Directeur général**

Said Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Said Omar

Rédacteur en chef

Mohamed Youssouf

Secrétaire de rédaction

Toufé Maecha

Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

A.O. Yazid

Andjouza Abouheir

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Riwad

Raanti Aboubakar (Stagiaire)

Chronique Sportive

B.M. Gondet

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Hadidja Abdou

Photographe / Site Web

Mohamed Said Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

JOURNÉE MONDIALE DU PALUDISME

Eliminer le paludisme d'ici 2025, une priorité

Le pays a enregistré 4 546 cas du paludisme en 2020. Un chiffre inquiétant vu les efforts qui ont été engagés au cours des années précédentes. Malgré cette flambée, la ministre de la santé se dit encore confiante que l'expertise du pays saura éliminer le paludisme d'ici 2025.

C'est sous le thème « Zéro palu : tirer un trait sur le paludisme » que la journée mondiale du paludisme a été célébrée dans le monde. A Moroni, une conférence conjointe a été organisée samedi 25 avril par le ministère de la santé et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Par

cette occasion, le docteur Nassuri Ahamada Conseiller chargé de la lutte contre le paludisme auprès du Bureau pays de l'OMS a relayé le message de la directrice régionale de l'OMS Dr Moeti Matshidiso. Cette dernière déplore que rien qu'en 2020, la région Afrique de l'OMS a recensé 384 000 décès évitables dus au paludisme, et cela est inacceptable. « Le Rapport mondial sur le paludisme en 2020 publié le 21 avril dernier informe que le nombre de pays comptant moins de 100 cas indigènes de paludisme, un indicateur important du suivi de l'élimination est passé de 6 à 27 entre 2019 et 2000. Partant du principe que chaque cas de paludisme est «

évitable » et que chaque décès lié à ce fléau est « inacceptable », l'OMS exhorte les pays endémiques à plus d'efforts » invite-t-elle.

De son côté la ministre de la Santé Loub Yakouti Attoumane montre que malgré les performances enregistrées par le PNLP, le paludisme reste une maladie terrorisante. Les statistiques nationales affichent un total de 42 076 cas de paludismes rapportés au cours de ces trois dernières années dont 4 546 cas en 2020. « Presque tous ces cas sont recensés sur l'île de Ngazidja », souligne-t-elle tout en regrettant que des cas sporadiques constatés sur les îles de Mohéli et d'Anjouan proviennent le plus sou-

vent de Ngazidja. Loub Yakouti ne cache pas son inquiétude puisque parmi ces malades recensés, il y a des enfants et des femmes enceintes. Cependant elle reste confiante que le personnel de santé a « suffisamment d'expertise » dans la lutte contre cette maladie.

Pour rappel, l'archipel des Comores est identifié parmi les pays ayant les potentialités d'éliminer le paludisme en 2025. Les efforts sont en cours dans ce sens depuis plus de dix ans à savoir la gratuité du diagnostic et du traitement des cas de paludisme qui est effective dans toutes les structures de santé publique et le renforcement de la surveillance communautaire

sans oublier l'aide précieuse des agents communautaires la population pour le test rapide. « Le ministère de la santé s'engage à mettre en place le cadre légal requis, à mobiliser auprès du gouvernement les ressources étatiques nécessaires pour accompagner la mise en place des interventions efficaces pour l'élimination de cette maladie », précise-elle. On peut rappeler aussi l'assistance médicale de la Chine, à travers le traitement de masse, réalisé à l'échelle des trois îles entre 2016 et 2018.

Andjouza Abouheir

POLITIQUE : REPRISSE DU DIALOGUE INTER COMORIEN

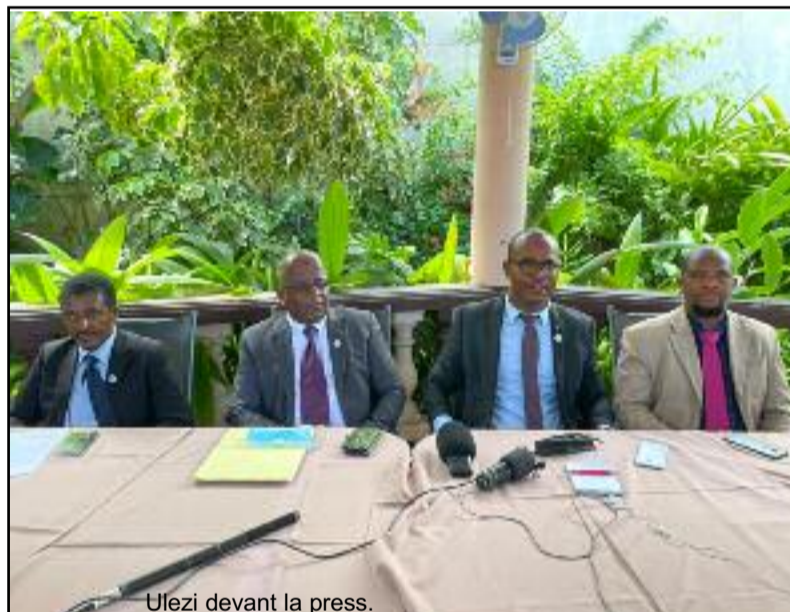
Ulezi affirme que le principe est acquis

Si aujourd'hui un parti affilié à l'opposition réclame la reprise d'un dialogue, un dernier qui réunira toutes les forces vives de la place (politiques [pouvoir et opposition], société civile et diaspora) et la communauté internationale, c'est parce que dans le fond, il sent que « les résultats issus des Assises nationales de février 2018 sont un échec » et que « il est temps de rectifier le tir en mettant en place des bases qui seront solides ». C'est en effet dans ce sens que le parti Ulezi a appelé à une reprise du dialogue inter comorien et affirme qu'auprès des différentes forces, « le principe est acquis ».

Issu du bloc de l'opposition depuis les élections de 2016 où il finit 17ème sur 25 candidats, le parti Ulezi a lors d'un courrier adressé au Chef de l'Etat Azali Assoumani demandé la reprise d'un « dialogue inter comorien pour la Réconciliation Nationale ». Devant la presse ce lundi, le premier secrétaire du parti, Natuk Mohamed réaffirme la position de son parti et pré-

cise que le pays est en crise. « Nous sommes tous conscients et Ulezi se positionne comme une force d'alternative. Nous devons ensemble travailler pour trouver des solutions pouvant aider notre pays à sortir de cette crise politique et inciter à un avenir meilleur », dit-il.

Face au régime en place contesté et accusé de « dictature », Ulezi ne ferme pas les portes et affirme que son parti affiche des nouvelles perspectives pour « le bien de la population qui voit leurs droits bafoués ». « Depuis quelques temps, il règne un climat de haine, de peur, de déstabilisation qui n'incite pas à un bien être du pays. Nous nous devons de renverser la tendance et instaurer la stabilité et pour se faire, rien de mieux que le dialogue. Nous n'allons pas organiser un nouveau mais on va faire une reprise de celui initié par l'Union Africaine », revient-il en faisant croire que « les missions et les objectifs de ce dialogue ne consistent qu'à attribuer le pouvoir au peuple ». « Les citoyens doivent se sentir utiles, inclus dans la vie active de leur pays », poursuit-il.



Si aujourd'hui un parti affilié à l'opposition réclame la reprise d'un dialogue, un dernier qui réunira toutes les forces vives de la place (politiques [pouvoir et opposition], société civile et diaspora) et la communauté internationale, c'est parce que dans le fond, il sent que « les résultats issus des Assises nationales de février 2018 sont un échec » et que « il est temps de rectifier le tir

en mettant en place des bases qui seront solides ». Questionné sur la réponse au courrier adressé au Président de la République et la position des autres parties prenantes, Natuk Mohamed affirme avoir eu une réponse favorable et laisse entendre que toutes les parties se disent prêtes à accompagner le processus. « Réunir les acteurs politiques, ceux de la société civile et de

la diaspora autour de la table en présence de la communauté internationale est une nécessité car si aujourd'hui on se retrouve là c'est parce que les mesures prises par Ramtane Lamamra n'étaient pas contraignantes », fustige-t-il.

Ferme sur sa position, le parti Ulezi parle d'un accord de principe avec les autres partis de l'opposition et fait savoir que qu'à travers ce prochain dialogue, il sera question de « tirer les leçons » du passé. De la situation d'ici au 26 mai prochain, date à laquelle le Président Azali Assoumani devrait céder le pouvoir, Natuk Mohamed dit être convaincu que « les moyens ne sont pas réunis pour prétendre à l'organisation d'élections » et affirme que le parti dont il est à la tête n'est pas pour la stratégie du chaos mais pour la démocratie. « Nous devons, chacun, proposer des solutions pour sortir de cette croisade qui conduit de jour en jour à des morts, à des condamnations injustifiées et au piétinement de l'Etat de droit », conclut-il.

A.O Yazid

EDUCATION

Les lycéens de Fomboni réclament le départ d'un surveillant et du proviseur

Le conseil de discipline du lycée de Fomboni a exclu un élève de l'établissement pour avoir fait la tête au surveillant Joli, à son enseignant et au proviseur. Les élèves qui soutiennent leur camarade contre la discipline du lycée sont descendus dans la rue ce lundi matin. Une manifestation rapidement dispersée par la force de l'ordre et certains élèves se trouvent aux mains de la gendarmerie.

Tôt ce lundi matin, premier jour du congé inter semestriel, les élèves du lycée public de Fomboni ont battu le pavé pour réclamer le départ du surveillant Joli et du proviseur. Une manifestation qui a été rapidement dispersée par la force de l'ordre. Et à l'heure où nous rédigeons ces lignes, certains élèves se trouvent aux mains de la gendarmerie.

Pour certains élèves, c'est une première goutte qui fait déborder le vase mais ils en ont ras-le-bol de la

discipline du lycée. « La discipline du lycée n'arrange pas les élèves » peut-on lire sur l'une des banderoles brandies par ces jeunes manifestants. Des banderoles qui seront rapidement arrachées par la force de l'ordre.

L'élève exclu aurait défié non seulement le surveillant Joli, le doyen et dont le parcours dans ce métier a été présenté dans nos colonnes mais aussi l'enseignant qui était avec lui ce jour là et surtout le proviseur. Il a fallu l'intervention de

la force de l'ordre pour le faire sortir de la classe. La décision du conseil de discipline n'a pas tardé à tomber et a exclu cet élève de la classe de terminale D de cet établissement avec possibilité de se présenter à l'examen.

Joint par téléphone, l'élève regrette que les choses aient pris cette tournure alors que tout devait se passer à l'amiable. « Et maintenant ils (les autorités) cherchent à m'accuser d'être à la tête de ces manifestations alors que moi je suis

au courant de rien et je ne pourrais pas mobiliser tous ces élèves » s'expliquent-il. Une réunion de l'administration avec les enseignants, selon le proviseur Abdou El-Fakir Lahadi, est prévue ce mercredi pour examiner ce dossier et tenter de comprendre les véritables revendications de ces élèves. « Et les élèves interpellés à la gendarmerie seront relâchés dans les heures qui viennent » a annoncé le proviseur.

Riwad

INTERVIEW DU CONSEILLER PRIVÉ DU CHEF DE L'ÉTAT

"Permettre aux jeunes d'avoir de l'espoir et de croire fortement à la vision Comores Emergent à l'horizon 2030"

En charge des affaires économiques auprès du Président de la République depuis juin 2019, le Conseiller privé du Président AZALI chapote de nombreux dossiers économiques du pays.

Jeune et de nature discrète, on dit de lui qu'il souhaiterait apporter un vent de fraîcheur à la gouvernance comorienne.

Covid, investissements, perspectives post CPAD, cet ancien cadre d'Exim Bank, titulaire d'un MBA (Master of Business Administration) de la Brandeis International Business School (USA), n'est autre que le fils du Président de la République.

Rencontre avec Nour-El-Fath AZALI, qui a accepté de répondre, sans détour, à nos questions.

Le choix d'un vaccin pour la lutte contre la Covid-19 fait débat dans le monde entier. Le Gouvernement comorien a reçu le Sinopharm de la part de la Chine et l'AstraZeneca venant de l'Afrique du Sud. Pourquoi ce retard dans le démarrage de la vaccination?

Le Président de la République avait demandé au Haut Comité Interministériel, dont je fais partie, de mobiliser tous les moyens et de tout mettre en œuvre pour qu'il n'y ait pas d'interruption de la campagne de vaccination, une fois que le processus serait lancé.

Il faut savoir que pour parvenir à une immunité collective, il faut qu'une proportion de 60% de la population soit vaccinée; soit envi-

ron près de 500.000 personnes. La plupart des vaccins nécessitent deux doses, donc il faut au moins un million de doses pour protéger la population.

Etant donné qu'un total de seulement 300.000 à 400.000 doses est projeté pour les Comores, il faudra mettre la main à la poche, pour obtenir les doses restantes afin de garantir la réussite de la campagne de vaccination.

Et contrairement à d'autres commandes, les vaccins sont tellement convoités de nos jours, qu'il faut un lobbying assez fort pour pouvoir en acquérir, même si les moyens financiers sont disponibles.

Ces derniers temps, on ne parle que de la levée du couvre-feu et de la réouverture des mosquées. Que conseillerez-vous au Président de la République?

Je comprends l'impatience de la population, mais j'estime que ce virus peut causer tellement de dégâts qu'il faut privilégier la prudence et la vigilance.

Cela fait plus d'un mois que la moyenne des cas journaliers ne dépasse pas le nombre de 10, dans le pays, une bonne nouvelle qui a permis au Président de poursuivre la levée progressive des mesures de restriction, surtout en ce mois de Ramadan où les gens ont besoin de se déplacer davantage pour leurs courses et pour les prières.

Toutefois, la vigilance doit toujours rester de mise, même si nous ne déplorons aucun décès, car il suffirait d'un petit relâchement de

notre part pour que les cas journaliers d'infection repartent à la hausse, ce qui obligerait le Président à prendre les mesures nécessaires pour préserver la santé des Comoriens.

Il faut noter aussi que le personnel médical dans l'ensemble du territoire a effectué un travail remarquable durant cette deuxième vague, méritant amplement des indemnités de risque comme celles qu'ils leur ont été octroyés au cours de la première vague.

Il faudrait donc encourager leur travail, fait avec abnégation, surtout pour éviter une troisième vague qui serait très dure à gérer dans tous les aspects.

" Il est vrai que reprendre les parts du Qatar aurait été la solution idéale "

L'Etat a signé il y a quelques mois un accord avec une société égyptienne pour la construction du Galawa. Quelles sont les garanties, surtout après l'échec du précédent contrat passé avec le groupe Armada ?

Comme vous le savez, le secteur privé est incontournable dans la promotion des investissements aussi bien au niveau national qu'international.

S'agissant de l'hôtel Galawa, bien que le Gouvernement comorien ait conclu un contrat avec un groupe privé pour la construction et la gestion partagée de l'hôtel, il n'en reste pas moins que cette fois-ci, qu'au plus haut niveau, on se porte garant de l'entreprise, ce qui nous rassure quant au sérieux de celle-ci et donc de sa capacité à respecter le dit contrat. Le moment venu, le Président de la République qui tient à cœur ce projet, en fera lui-même l'annonce si toutes les conditions sont réunies.

La liquidation de la société de pêche soulève des interrogations au sein de l'opinion publique. Pourquoi la liquider alors que l'Etat peut la reprendre en rachetant les parts de l'actionnaire majoritaire (Qatar) et comment rassurer les actionnaires locaux?

Il est vrai que reprendre les parts du Qatar aurait été la solution idéale et celle que nous aurions tous souhaité. Malheureusement, d'autres problématiques que nous ne sommes pas en mesure de quantifier se sont invitées dans les discussions et ont fait que le rachat des parts Qataris retarderait encore plus la relance de la société, alors

que les nombreux investissements effectués et notamment les équipements commençaient même à se détériorer.

C'est ainsi que le Gouvernement a jugé utile de privilégier la solution qu'il estime pouvoir exécuter, dans des brefs délais.

On parle de la création d'une compagnie aérienne comorienne. Quel regard portez-vous sur ce projet dans un contexte de dépression du secteur à l'international ?

Il est prédit par les experts du domaine, qu'avec la campagne de vaccination déjà lancée dans nombre de pays, d'ici à la fin de l'année le trafic aérien aura retrouvé son cours normal.

Tenant compte du fait que le Gouvernement a déjà accompagné et soutenu le secteur aérien durant cette crise, en préconisant des investissements permettant l'attribution du Certificat d'Accréditation Sanitaire pour les ADC (Aéroport des Comores), il doit, cette fois-ci, prendre les devants pour essayer de maximiser cette opportunité, et si c'est par la création d'une compagnie aérienne nationale, ce serait une aubaine pour le pays, d'autant plus que cela permettra aussi de préserver la population des aléas des fluctuations des tarifs des transports et du fret.

" Il faudrait au moins 6 milliards de Francs Comoriens pour pouvoir démarrer le projet. "

Selon vous, ce projet est-il réalisable après plusieurs tentatives et quel sera le coût d'investissement ?

C'est un projet réalisable mais il est préférable que ça soit un partenariat public-privé.

Cela permettrait de financer les investissements auxquels l'Etat aurait des contraintes à exécuter et bénéficier de l'expertise tant requise dans un domaine aussi réglementé que le domaine aérien. Il faudrait au moins 6 milliards de Francs Comoriens pour pouvoir démarrer le projet.

L'interconnectivité est l'un des projets phares de l'urgence. Que pouvez-vous nous dire sur ces chantiers pour le moment au stade embryonnaire ?

La circulation des biens et des personnes est un objectif auquel le Président est très attaché. Non seulement, l'interconnectivité boosterait l'économie locale, qui est en veilleuse à cause des difficultés des déplacements, mais aussi, elle stimulerait également le tourisme local.

Ce genre de tourisme est celui dont la majeure partie des pays du monde essaie d'en tirer profit actuellement dans ce climat de crise sanitaire. Le projet Airbus comporte une composante de ce projet qui est en stade assez avancé pour une signature avec le Gouvernement.



Suite de la page 4

Il y a 2 ans, le Gouvernement a organisé la Conférence de Paris et a eu plusieurs promesses. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Qu'est-ce qui bloque le processus de mis en œuvre coté comorien ?

La conférence s'est déroulée à l'aube de la pandémie de Covid-19. Plusieurs pays étaient impatients d'entamer les discussions relatives à la mise en œuvre du Plan Comores Emergent, à l'instar de la France, du Maroc, du Sénégal, des Emirats Arabes Unis et de la Chine. Malheureusement, avec l'arrivée de la pandémie, les priorités se sont tournées vers le domaine sanitaire.

Toutefois, beaucoup de discussions ont déjà eu lieu avec la France pour ce qui est du PDFC, et le Gouvernement ne tardera pas à passer à la phase de concrétisation de ces projets.

C'est le cas également avec les Emirats Arabes Unis où beaucoup de projets sont en discussion entre les deux pays.

D'autres projets phares présentés lors de la CPAD ont également avancé, et leur matérialisation est attendue dans un proche avenir.

En tout cas, avec la campagne de vaccination qui bat son plein à travers le monde actuellement, nous restons optimistes quant à la concrétisation rapide de la majeure partie des promesses faites à Paris, en décembre 2019.

Après le passage du cyclone Kenneth et avec la venue de la Covid-19, l'Etat a reçu de la part des partenaires bi et multinationaux beaucoup de soutien. Comment ces fonds sont-ils gérés ?

L'un des objectifs de l'Etat à travers ces appuis financiers est de répondre aux besoins urgents engendrés par le cyclone Kenneth et la pandémie de la COVID-19.

L'autre objectif est de s'assurer que l'économie ne sombre pas dans une dépression et que le pays ne subisse pas, par ricochet, une pénurie alimentaire des produits de base, surtout durant cette période de Ramadan. C'est ainsi que l'Etat a jugé utile de privilégier, en premier lieu, la sécurité alimentaire, en appuyant le domaine agricole.

Certains des fonds ont également été injectés dans le secteur de la santé à travers la prise en charge des patients COVID, le financement des indemnités amplement méritées du personnel médical, l'aménagement d'un futur Centre médical de haut niveau, l'investissement dans des infrastructures telles que des routes et l'Energie, mais aussi en subventionnant le secteur aérien considérablement touché, lui aussi, par ces deux crises.

Ces dépenses ont engendré des effets multiplicateurs sur l'économie dans la mesure où il y a eu, certes, un ralentissement au niveau de

la croissance du PNB, puisqu'on est passé d'une croissance de 3,8% en 2018, à 2% en 2019, et d'une projection de 0,7-1% en 2020, mais on a pu éviter la récession.

Le Président tient aussi à ce que des aides supplémentaires soient octroyées, dans les mois à venir, aux personnes considérablement touchées par le cyclone Kenneth.

La Covid-19 a impacté l'économie mondiale. Aux Comores, plusieurs promesses ont été faites pour réduire la précarité. Qu'est-ce qui est possible à faire aujourd'hui pour atteindre les objectifs fixés pendant ce quinquennat ?

Théoriquement, l'Etat peut faire usage de sa politique monétaire ou de sa politique fiscale pour redynamiser l'économie suite à une période de dépression telle que celle que la majeure partie du monde entier subit actuellement, du fait de la crise sanitaire de la COVID-19.

Etant donné la parité existante au niveau de la Banque Centrale des Comores, la marge de manœuvre au niveau de la politique monétaire est assez limitée pour pouvoir baisser le taux d'intérêt directeur. Par contre, d'un point de vue fiscal, il faudrait continuer à investir notamment au niveau des infrastructures et autres, pour s'assurer que la consommation ne tarisse pas et pour contribuer à diminuer le chômage dans le court terme. Je crois qu'il faut user de cet outil économique sans parcimonie.

Deuxièmement, il faudra instaurer une vision plus libérale, où on privilégiera les sociétés et les agents les plus rentables, les plus productifs, et les plus compétents.

Certainement, le temps que j'ai passé aux Etats Unis y est pour quelque chose dans cette vision et évidemment il y a beaucoup de réalités contextuelles que l'on devra tenir compte.

Toujours est-il que cette vision est celle qui est adaptée aux temps actuels et qui permettrait aux jeunes âgés de moins de 35 ans d'avoir de l'espoir et de croire fortement à la vision Comores Emergent à l'horizon 2030.

Dans la même lignée, il faudra engager une restructuration de nos sociétés d'Etat qui faciliterait, entre autres, l'ouverture du capital de certaines d'entre elles.

Personne n'est étranger au fait que cela fait quelques années depuis que les bilans de ces sociétés sont, soit en déclin en termes de rentabilité, soit inefficaces, en termes de production.

Au final, c'est l'Etat qui subit les travers, dans la mesure où les contributions financières sont en deçà des attentes. Il faut aussi souligner que ces sociétés ont des effectifs pléthoriques et non productifs qui auraient pu être déployés ailleurs.

Nous avons recommandé au Chef de l'Etat de chercher des partenaires ayant plus d'expertise et de moyens financiers dans les domai-

nes respectifs pour stimuler la rentabilité et l'efficacité de ces sociétés.

Troisièmement, il faut soutenir les activités du secteur tertiaire. Ainsi, les services financiers, tel que Mobile Banking (Huri Money, Holo, N'vula) ont un futur et des perspectives très prometteuses. D'ailleurs, nous avons des grandes ambitions pour Huri Money, un projet auquel le Gouvernement est impliqué depuis son initiation jusqu'à nos jours.

Dans le même registre, on pourrait s'acheminer vers la création des Zones Franches, ce qui contribuerait à la création de nombreux emplois pour notre jeunesse qui représente près de 57% de la population.

Enfin, nous avons beaucoup travaillé sur le tourisme, un secteur de forte croissance dont la vision du Plan Comores Emergent en a fait une des priorités, et dont des annonces très importantes seront faites dans les semaines qui viennent.

Le secteur privé se sent lésé par ce qu'il considère comme une «taxation excessive des importations», et une fiscalité «alourdie» et cela malgré la signature des accords de partenariat «gagnant-gagnant» public-privé. Il dit ne pas être consulté pour l'élaboration de la loi des finances 2021 et sur les grandes réformes économiques. Ces agissements n'impactent-ils pas leur contribution au développement du pays ?

Je crois que beaucoup a été fait dans le secteur. Comme dit l'adage, Rome ne s'est pas faite en un jour. Le décret de partenariat public-privé a été signé, des discussions avec les patronats ont lieu de plus en plus souvent, dans divers secteurs, et bon nombre de mesures ont été prises par l'Etat, telle que la baisse des prix des produits pétroliers, du riz, etc. des mesures auxquelles le secteur privé s'est réjoui des retombées.

Toutefois, pour que le partenariat soit gagnant-gagnant, il faut que l'Etat, également, bénéficie des retombées de toutes ces mesures. Je suis persuadé qu'un terrain d'entente sera trouvé par les deux parties.

Maintenant, être associé dans l'élaboration de la Loi de Finances va de soi, mais il faut définir le cadre. Le budget est l'expression des politiques du Gouvernement et le peuple souverain, à travers ses élus, l'approuve, le modifie ou le rejette.

Echanger avec le secteur privé est une démarche démocratique certes, mais qu'on ne puisse permettre d'improviser.

Puis il y'a eu les élections de la Chambre de Commerce après une longue période d'attente. Qu'attend le Gouvernement de cette nouvelle mandature ?

Tout d'abord je tiens à féliciter Chamsoudine Ahmed pour son élection à la tête de cette institution emblématique de notre pays et



remercier Ahmed Bazi pour le travail accompli et le fait d'avoir accompagné tout le processus électoral.

Le Gouvernement espère une meilleure fédération et une meilleure entente entre les différentes entités du secteur privé pour que l'Etat soit rassuré qu'il n'y a qu'un seul interlocuteur.

C'est assez compliqué pour l'Etat de privilégier ou instituer un dialogue permanent si les entités qui représentent le secteur privé sont dispersées.

Que pouvez-vous nous dire sur le dossier du Gateway dont on accuse la société prestataire de manque de transparence et de loyauté vis-à-vis de l'Etat ?

Je crois que beaucoup de choses ont été dites dans ce dossier et qui ne sont pas forcément véridiques. Ce dossier a suivi tout le processus légal jusqu'à son parachèvement. Maintenant que tout commence à rentrer dans l'ordre, le Gouvernement évaluera les résultats à venir, et jugera de la nécessité ou pas de réajuster et ou rectifier le tir.

Question personnelle. Comment gérez vous votre double statut de fils du Président de la

République et de Conseiller privé ?

Vivre dans un pays tel que les Comores est assez instructif d'un point de vue social. Beaucoup de gens m'interpellent sur tous les sujets; on peut autant me solliciter sur les affaires qui relèvent du secret défense que sur les affaires les plus banales comme le vol d'un cabri. Mais, ça ne me dérange pas pour autant car j'aime être en contact avec le peuple pour mieux comprendre ce qu'endure le comorien lambda.

D'ailleurs, avant la crise sanitaire, je passais mon temps libre à jouer au basket, mon sport favori, non seulement pour ma santé mais aussi pour rester en contact avec les jeunes.

Néanmoins, les requêtes que je reçois proviennent de toutes les catégories d'âges et touchent à tous les sujets. J'essaie d'être à l'écoute, de porter une oreille attentive à toutes les doléances exprimées, satisfaire quand cela relève de mon ressort, ou conseiller les personnes et orienter les demandes vers les responsables habilités ou autorisés à y répondre.

Propos recueilli par A.O Yazid

Né le 6 juillet 1984 aux Comores, Nour-EI-Fath AZALI est l'ainé d'une fratrie de 4 enfants. Après obtention de son baccalauréat à l'école Abdoulhamid à Moroni, il prend la direction du Maroc où il décroche un Bachelor en Business et Administration à l'Université Al Akhawayn à Ifrane. Passionné par la finance et les affaires, c'est donc tout naturellement qu'il s'oriente vers un MBA (Master of Business Administration) à la Brandeis International Business School à Boston aux Etats-Unis d'Amérique.

Après obtention de son MBA

en 2014, il travaille pendant deux années en tant que Consultant et analyste auprès de la Global Atlantic Partners à Boston, avant de revenir au pays en 2016 pour intégrer l'Exim Bank en tant que Chef Auditeur, mais surtout, prendre part à la campagne du Président AZALI dans sa reconquête du pouvoir.

En 2019, après avoir joué un rôle primordial durant la campagne présidentielle anticipée, il intègre, au mois de juillet, le cabinet présidentiel en tant que Conseiller privé en charge des affaires économiques.

INFRASTRUCTURES

Le Ministre de l'aménagement a visité la route Miringoni-Ouallah

Après les fortes pluies qui se sont abattues sur la région de Mledjelé et celle de Moimbao il y a une semaine, des glissements de terrain et des arbres arrachés ont rendu impraticable cette route, l'unique qui relie Nioumachoi et Fomboni. L'ampleur des dégâts n'a pas laissé indifférent Afretane Yssoufa ministre de l'aménagement en charge des infrastructures.

Le ministre de l'aménagement Afretane Yssoufa, accompagné d'un ingénieur en génie civil chargé de la base des données routières en Union des Comores et l'assistant du directeur technique chargé du fonds routier, se trouve à Mohéli depuis mercredi dernier pour constater de visu les dégâts causés par les récentes intempéries avant de retourner à Moroni avec des propositions concrètes.

Malgré les travaux de deux jours qui ont permis de désengorger un peu cette route et permettre la reprise de la circulation des personnes et

des biens dès le mercredi, beaucoup reste à faire. « Le chef de l'Etat nous a recommandé de venir sur le terrain constater les dégâts et faire des propositions permettant d'améliorer la circulation » a fait savoir le ministre.

Il convient de souligner que la route Miringoni-Ouallah construite il y a juste six ans par l'entreprise Colas ne cesse de subir des dégradations. « Il n'y a pas eu assez d'entretien ce qui fait que les eaux, au lieu de ruisseler dans les canaux prévus à cet effet, s'éparpillent directement sur la surface de la chaussée et stagnent » a-t-il expliqué avant de poursuivre : « s'ajoutent des talus qui ne sont pas stables et ont causé les éboulements ». Il s'agit donc, pour le ministre, d'une mission d'évaluation afin de prévoir des mesures de renforcement des travaux sur cette route.

Il convient de rappeler encore qu'à deux ans seulement de la fin de ces travaux de désenclavement de cette région, cette route sous financement de l'Union Européenne, a connu une fracture de presque un



kilomètre de long, près de 40 cm de large et un mètre de profondeur la traversant sur la zone dite « ha ma Souma » à 3 kilomètres de Ouallah-I et qui a rendu jusqu'à alors le passage difficile à cet endroit.

L'autre tronçon qui va de Ouallah-I à Nioumachoi refait depuis l'époque Djohar, présentant un état de délabrement avancé et celui de Nioumachoi-Wanani en plein projet de réaménagement res-

tant encore impraticables, ce qui tend à enlever de nouveau cette zone la plus productive de l'île en produits vivriers.

Riwad

DÉVELOPPEMENT LOCAL

M'vuni achève la première phase de la route vers le Karthala

Pour faciliter l'accès vers le mont Karthala, la localité de M'vuni Bambao a débloqué plus de 20 millions de francs comoriens pour la construction d'une route vers le plus haut sommet de l'île de Ngazidja. Cette ambition de mobiliser des fonds pour construire les 9 kilomètres de route a pour but de promouvoir le secteur du tourisme et de l'agriculture.

Encore un exploit à M'vuni. Désormais, tout individu peut aller jusqu'au cratère du Karthala en voiture bien que les travaux ne sont pas encore achevés définitivement. La construction de cette piste rurale, explique Foundi Bahaou, initiateur de projet, doit promouvoir deux secteurs phares dans le pays à savoir le tourisme et l'agriculture. « Beaucoup de citoyens voudraient bien visiter le Karthala. Mais escalader la montagne à pied était

une contrainte majeure. Cette route permettra aux étrangers et visiteurs locaux d'y aller en voiture », dit-il.

Cette route a coûté plus de 20 millions de francs comoriens. « Pendant une période de 7 ans, les instances villageoises épargnaient de l'argent issu des cérémonies de grand mariage pour le destiner à ce développement infrastructurel. En revanche, un tarif symbolique est réservé à tout visiteur voulant prendre cette route. Il y'a une commission chargée à cet effet et des voitures spéciales sont réservées également aux visiteurs », confie un collègue journaliste au fait de

cette initiative.

Sur le plan agricole, il faut dire que dans cette zone du Karthala, la terre est trop fertile. Mais les agriculteurs se trouvaient affaiblis par la distance. Cette route favorise également les cultivateurs quant à l'acheminement des récoltes vers le village. L'agriculteur peut désormais emmener sa récolte sans difficultés.

Pour rappel, le projet de la route du Karthala a débuté depuis 2015. Une cérémonie pour l'inauguration officielle de cette route sera organisée dès que les travaux auront pris fin.

Kamal Gamal

Les petites Annonces de La Gazette

Adressez-vous au Service
ANNONCES CLASSÉES

La Gazette des Comores
Moroni Badjanani

Tél. : 773 91 21 BP 2216

E-mail: la_gazette@comorestelecom.km

UNION DES COMORES
Unité-Solidarité-Développement

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME,
CHARGE DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DES TRANSPORTS TERRESTRES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ROUTES ET TRANSPORT ROUTIER

PROJET DE RESTRUCTURATION
DES ROUTES A ANJOUAN UNION DES COMORES

– MUTSAMUDU-SIMA
– SIMA-BONGOUENI
– SIMA-BIMBINI

AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° : 01/2021/GUC/MATUAFTT/DGRTR/FSD
Lancé par la Direction Générale des Routes et Transport Routier

FINANCEMENT : FONDS SAUDIEN DE DEVELOPPEMENT (FSD) PHASE II

OBJET : Restructuration des routes à Anjouan Union des Comores : Mutsamudu-Sima, Sima-Boungweni et Sima-Bimbini

1. Tout candidat intéressé par le présent avis, pourra acheter le dossier d'Appel d'Offres, à la Direction Générale des Routes et Transport Routier, moyennant paiement d'un montant non remboursable de SEPT CENT CINQUANTE MILLE FRANCS COMORIENS (750 000 FCS), payable en espèces (contre reçu) ou par chèque certifié à l'ordre de la Direction Générale des Routes et Transport Routier (DGRTR).


2. Le délai d'exécution sera proposé par le soumissionnaire mais devra s'inclure dans le délai fourni par le planning du dossier d'appel d'offres fixé à 18 mois.

3. Les soumissions (un original et deux copies) devront être déposées ou parvenir par envoi recommandé avec accusé de réception, adressé à :

Monsieur le DIRECTEUR GENERAL DES ROUTES ET TRANSPORT ROUTIER
au plus tard le 31 mai 2021 avant 12 heure (heure locale).

Fait à Moroni, le 10 Avril 2021

Le Directeur Général des Routes et Transport Routier,


SAID HOUSSEINI AOUSSABAR

RESTRUCTURATION DES ROUTES A ANJOUAN (Mutsamudu-Sima, Sima-Boungweni et Sima-Bimbini) – AVIS D'APPEL D'OFFRES 1

FÉDÉRATION DE FOOTBALL DES COMORES

Un international comorien et franco-mauricien pourrait rejoindre les Cœlacanthes

Le professionnel de Ligue 2, Wesley Saïd, est une pépite trinationale et a été formé à l'académie de Rennes. Actuellement, il évolue sous prêt à Dijon. Il est quasi inamovible dans les Coq français, toutes catégories jeunes confondues. Ses racines comoro-mauriciennes font ici et là l'objet d'une sérieuse convoitise. Mais, les Cœlacanthes, misent sur l'origine comorienne de son père pour le charmer.

Après de multiples étapes dans les tricolores, catégorie jeune, le comorien et franco-mauricien Wesley Saïd évolue actuellement dans l'équipe de France espoir. Cette reconfortante progression focalise l'attention de certains pays. Les plus audacieux s'avèrent ceux de l'Océan indien, dont Comores, Madagascar et Maurice. Maldives et Seychelles seraient-elles à l'affût ? La généalogie de cette vedette fait de lui, un trinationnel. Interrogé sur ses ambitions footballistiques, il dissipe les suspenses et se détermine claire-

ment. « Je suis né en France. Mon père est réunionnais. Il a des origines comoriennes. Ma mère est mauricienne. Si je vois que le Coq français (A) n'est pas accessible, je rejoindrai les Comores ou l'île Maurice. Mais, ne me demandez pas laquelle. Pour l'instant, je n'en sais rien », avait-t-il déclaré.

Cette appréciation désambiguïsée ne fait pas l'unanimité. Elle a même suscité la colère d'un inconditionnel des Cœlacanthes. « Au-delà de la victoire, j'estime qu'il y a le côté patriotisme en jeu. Mettre carrément en public la sélection comorienne comme une alternative de dernier rang n'est pas, à mon sens, approprié. Si j'étais un entraîneur national, beaucoup des joueurs ne seraient pas sélectionnés », tempête-t-il.

La situation du joueur convoité ici et là provoque la frayeur. Un 4e missile aiguise la concurrence et menace de mettre fin au marathon, Comores, France et Maurice. Nicolas Dupuis, l'entraîneur français de Madagascar déploie furtivement une politique de séduction dans

l'espoir d'intégrer dans les Barea Wesley Saïd, la pépite comoro-mauricienne, naturalisé français. Le patron de la Fédération de Football des Comores (Ffc), Saïd Ali Saïd Athoumani affiche une attitude réaliste.

« On l'a contacté à maintes reprises. Il se montre réticent. Son parcours au sein des équipes de France, catégories jeunes, lui paraît élogieux pour rejoindre un jour les Mbappe, Kipembe, etc. Il a fait son choix. Mais, on ne désespère pas », dit-il. Sur les observations confuses, émises ici et là, relatives à l'intégration des nouveaux éléments au sein des Cœlacanthes, le patron de la Ffc change le ton. « C'est un faux débat. Un Comorien est un Comorien. S'il a la valeur et l'aptitude requises, et qu'il se montre disponible pour défendre le flambeau national, pourquoi le rejeter ? C'est le choix du coach qui prime. Vous croyez que les Africains qui évoluent dans des équipes nationales européennes n'aiment pas leur pays ? Non ! Ils défendent leur carrière, tremplin de leur avenir », poursuit-il.



Saïd Ali Saïd Athoumani fait de la méritocratie un mode d'intégration crédible et privilégié. Anciens ou nouveaux éléments, si les références répondent aux critères définis par le staff technique, ils méritent la présélection. Pour information, un grand nombre des Comoriens binationaux évoluent en Europe dans de grandes équipes et n'ont pas rejoints les Cœlacanthes. Ils ont fait

leur choix. Doit-on leur reprocher pour leur appréciation ? Les portes des Cœlacanthes, toutes catégories et tous sexes confondus, restent ouvertes à ceux qui le méritent. Mettons de côté les faux débats, souvent sources de vaines polémiques et de division !

Bm Gondet

RÉSEAU D'EAU POTABLE DE LA CAPITALE

L'eau coule de nouveau à Djomani et Oasis après plus de 10 ans

La société nationale de distribution d'eau (Sonede) a entamé des travaux de réhabilitation du réseau secondaire d'eau dans la capitale. Cela fait quelques semaines que ces travaux ont commencé, permettant d'alimenter les zones qui ne recevaient pas l'eau de robinet, notamment le quartier Oasis au nord de Moroni.

Pour mieux distribuer l'eau dans toute la capitale, la société nationale de distribution d'eau a lancé des travaux de réhabilitation du réseau afin de toucher certains secteurs qui n'ont pas vu l'eau couler du robinet depuis des années. Ces travaux se font au niveau du réseau secondaire, et consistent à changer les seconds tuyaux, ce qui ne demande pas beau-

coup de financement ni de temps pour le faire. « Actuellement, nous avons déjà réhabilité trois zones. Et depuis, ils voient l'eau couler de leur robinet. Il s'agit de Djomani, Zilimadjou au sud, et Oasis au nord. Les travaux se poursuivent chaque jour », laisse entendre Moustakim Combo, le chargé de la communication de Sonede.

Selon lui, la société n'a pas un problème de production mais plutôt un problème de réseau. « Au début, l'eau allait jusqu'à Sahara et même Voidjou, mais il est arrivé à un moment, l'eau n'arrive plus à monter à La Coulée, en raison de la vétusté de notre réseau principal, et beaucoup de branchements ont été faits par la suite. Il a été branché à Malouzini, Mbachile et autre. Du coup notre réseau est devenu

défaillant », dit-il. Ces derniers temps, la société a lancé de petits projets afin de toucher certaines zones qui n'ont pas vu l'eau depuis fort longtemps. « Nos techniciens se rendent dans les zones pour diagnos-

tiquer, et si le problème touche au réseau secondaire, ils réparent », indique-t-il.

Toutefois, ce dernier montre que la société compte réhabiliter huit zones ou quartiers d'ici la semaine

prochaine. Mais, la Sonede songe aussi à réhabiliter le réseau primaire dans les mois qui viennent, bien entendu avec l'appui du gouvernement.

Nassuf Ben Amad



Siège de la Sonede.



JOB ANNOUNCEMENT

Open to	All interested ShiNgazidja native speakers
Type of contract	Language and Cross-Culture Facilitator (LCF)
Supervision	Language and Cross Culture Coordinator
Opening date	April 22 nd
Closing date	May 5 th

The United States Peace Corps seeks qualified candidates for the position of LCF. This is a temporary contract position and to be selected candidates must:

- Participate in a 45 hours of ShiKomori language training in May with Chamanga Ahmed, the ShiKomori language expert.
- Attend a 2 week-long competitive training (dates TBD).

The majority of work will take place in Mkazi/Ngazidja. The LCFs may be required to live in Mkazi during the 11 week Pre-Service Training (PST) period. This position entails irregular hours, including afternoons and weekends. Candidate's full participation in these mandatory trainings is required. Please email PCComoros@peacecorps.gov for more information on required qualifications and how to apply for the position.

Incomplete and/or late applications will not be entertained, nor applications not submitted in English.
The United States Peace Corps is an Equal Opportunity Employer.

COMORES TELECOM

Ramadhan
Kareem

Promo Ramadan

Valable du 26 avril au 15 mai

**100%
BONUS**

SUR TOUTES RECHARGES
DE 250 FC À 3.000 FC

**50%
BONUS**

SUR TOUTES RECHARGES
DE 7.500 FC À 25.000 FC

JEU CONCOURS

3 CADEAUX A GAGNER

SUR LES RECHARGES DE 5 000 FC
TIRAGE AU SORT LE 15 MAI

HURI 45G

Leader du marché !

- UN ORDINATEUR PORTABLE

- UN SMARTPHONE NOVA 5T

- UN SMARTPHONE Y9